

19.09.2025 - 14:10 Uhr

Le Conseil fédéral sacrifie les transports publics pour faire des économies

L'ATE Association transports et environnement observe avec une grande inquiétude que le Conseil fédéral propose, dans le cadre de son programme d'économies, des coupes drastiques dans les transports publics. Réduire les moyens alloués aux transports publics et aux offres de mobilité durable met en péril les progrès urgents nécessaires en matière de protection du climat et touche directement la population. Un changement de cap est absolument nécessaire.

Alors que le Conseil des États a décidé il y a quelques jours de renforcer les transports publics régionaux, le Conseil fédéral persiste sans scrupules dans ses projets de coupes. «En brandissant la hache budgétaire contre les transports publics régionaux, le Conseil fédéral prive la population de vraies options pour une mobilité d'avenir. C'est une erreur politique, sociale et écologique», souligne David Raedler, coprésident de l'ATE.

Le secteur des transports est responsable de plus d'un tiers des émissions de CO₂ en Suisse, poursuit David Raedler. «Les solutions pour se passer de l'essence et du diesel existent, et les transports publics en font partie intégrante. S'attaquer aujourd'hui aux bus et aux trains freine le tournant climatique, pourtant urgent.»

Les coupes annoncées signifient des prix plus élevés pour les usagers et usagères, une offre réduite, ainsi qu'un désavantage pour les régions rurales et pour celles et ceux qui choisissent une mobilité durable. Alors que le fonds de développement du rail devrait être amputé de 200 millions de francs par an, le fonds pour les autoroutes ne subirait qu'une réduction de 100 millions. Cela va à l'encontre des besoins et de la volonté politique de la population. Ainsi, des projets ferroviaires déjà décidés, mais confrontés à des surcoûts, se retrouvent remis en question. Cette orientation est en décalage total avec les enjeux actuels et les décisions récentes du Parlement.

En matière de protection du climat, le Conseil fédéral veut supprimer ou réduire massivement plusieurs mesures prévues dans la loi sur le CO₂ adoptée: programmes pour les bâtiments, liaisons ferroviaires internationales ou encore motorisations alternatives sans CO₂ pour les bus et les bateaux. En particulier, avec la réduction des contributions au trafic international de voyageurs, le Conseil fédéral met en péril les projets annoncés par les CFF, TGV Lyria et ÖBB pour des trains de jour et de nuit en Europe.

L'ATE demande au Conseil fédéral et au Parlement de ne pas mettre en péril le financement des transports respectueux de l'environnement. Un tournant dans les transports est nécessaire pour la place économique suisse, pour des villes vivables et pour la protection de notre climat. L'ATE continuera à s'engager sans relâche en ce sens.

Pour tout complément d'informations:

- David Raedler, Co-président ATE Suisse, 079 220 45 23
- Service médias ATE, 079 708 05 36, medias@ate.ch

L'ATE Association transports et environnement s'engage en faveur d'une politique des transports durable et une complémentarité des différents modes de transports. Forte d'environ 90 000 membres, l'ATE est la principale association d'usagers et d'usagères des transports de Suisse engagée dans la mobilité durable.

Plus d'infos sur www.ate.ch

ATE Association transports et environnement
Aarberggasse 61 | Case postale | 3001 Berne
Service médias 079 708 05 36 | medias@ate.ch

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100059898/100935272> abgerufen werden.